

# Les États-Unis refusent de se battre pour des financiers transnationaux

*par Thierry Meyssan*

Le retrait US de Syrie et d'Afghanistan ainsi que la démission du général Mattis attestent du basculement en cours de l'ordre du monde. Les États-Unis ne sont plus les premiers, ni au plan économique, ni au plan militaire. Ils refusent de continuer à se battre pour les seuls intérêts de financiers transnationaux. Les alliances qu'ils conduisaient vont commencer à se déliter sans pour autant que leurs anciens

alliés admettent la montée en puissance de la Russie et de la Chine.

RÉSEAU VOLTAIRE | DAMAS (SYRIE) | 25 DÉCEMBRE 2018

DEUTSCH ENGLISH ESPAÑOL ITALIANO PORTUGUÊS ROMÂNĂ РУССКИЙ TÜRKÇE ΕΛΛΗΝΙΚΑ



**Donald Trump refuse que ses concitoyens continuent à payer pour réaliser le rêve impérial des financiers globaux.**

**L'**annonce du retrait partiel des forces états-uniennes d'Afghanistan et total de Syrie a sonné comme un coup de tonnerre, le 19 décembre 2018. Il a été suivi le lendemain par la

démission du secrétaire à la Défense, James Mattis. Contrairement aux affirmations des opposants au président Trump, les deux hommes s'estiment et leur divergence ne porte pas sur ces retraits, mais sur la manière d'en gérer les conséquences. Les États-Unis sont face à un choix qui va marquer une rupture et faire basculer le monde.

Avant toutes choses, pour ne pas se livrer à un contre-sens, il convient de rappeler les conditions et l'objectif de la collaboration de Trump et Mattis.

Lors de son accession à la Maison-Blanche, Donald Trump avait veillé à s'entourer de trois hauts militaires ayant suffisamment d'autorité pour réorienter les Forces armées. Michael Flynn, John Kelly et surtout James Mattis sont partis ou sont sur le départ. Tous les trois sont de grands soldats qui se sont ensemble heurtés à leur hiérarchie sous l'ère Obama [1]. Ils n'acceptaient pas la stratégie mise en place par l'ambassadeur John Negroponte de création de groupes terroristes chargés de fomenter une guerre civile en Iraq [2]. Tous les trois se sont engagés avec le président Trump pour retirer le soutien de Washington aux jihadistes. Cependant chacun d'entre eux avait sa propre vision du rôle des États-Unis dans le monde et a fini par se heurter au président.

La tempête que les élections de mi-mandat avait repoussée est arrivée [3]. Le moment est venu de repenser les Relations internationales.

## La Syrie

Lorsqu'en avril, conformément à ses engagements, Donald Trump avait évoqué le retrait US de Syrie, le Pentagone l'avait convaincu de rester. Non que quelques milliers d'hommes puissent inverser le cours de la guerre, mais parce que leur présence était un contrepoids à l'influence russe et un appui à Israël.

Cependant le transfert à l'Armée arabe syrienne d'armes de défense russes, notamment des missiles S-300 et des radars ultra-sophistiqués coordonnés par un système de gestion automatisée Polyana D4M1, a bouleversé l'équilibre des forces [4]. Désormais, depuis trois mois jour pour jour, l'espace aérien syrien est inviolable. Dès lors, la présence militaire US devient contre-productive : toute attaque au sol des mercenaires pro-US ne pourra plus être appuyée par l'aviation états-unienne sans risque de

perdre des aéronefs.

En se retirant maintenant, le Pentagone évite l'épreuve de force et l'humiliation d'une inévitable défaite. En effet, la Russie a refusé successivement aux États-Unis et à Israël, de donner les codes de sécurité des missiles fournis à la Syrie. C'est-à-dire que Moscou, après des années d'arrogance occidentale, a décliné le partage du contrôle de la Syrie qu'il avait accepté lors de la première conférence de Genève, en 2012, et que Washington avait violé quelques semaines plus tard.

En outre, Moscou a reconnu, il y a longtemps déjà, que la présence US est illégale au regard du Droit international et que la Syrie peut légitimement se défendre.



**Le général Aharon Haliva est venu à la tête d'une délégation israélienne, le 17 décembre 2018, à Moscou. Il a informé ses homologues russes des opérations en cours de Tshal et leur a demandé les codes des missiles syriens. En vain.**

## Ses conséquences

La décision de retrait de Syrie est lourde de conséquences.

### **1— Le pseudo-Kurdistan**

Le projet occidental de création d'un État colonial au Nord-Est de la Syrie qui serait attribué aux Kurdes ne verra pas le jour. Au demeurant de moins en moins de Kurdes le soutenaient, considérant que cette conquête serait comparable à la proclamation unilatérale d'un État, Israël, par les milices juives, en 1948.

Ainsi que nous l'avons souvent expliqué, le Kurdistan n'est légitime que dans les frontières qui lui furent reconnues en 1920 par la Conférence de Sèvres, c'est-à-dire dans l'actuelle Turquie et pas ailleurs [5]. Les États-Unis et la France envisageaient, il y a quelques semaines encore, de créer un pseudo-Kurdistan en terre arabe et de le faire administrer sous mandat de l'Onu par l'ancien ministre des Affaires étrangères français, Bernard Kouchner [6].

## **2— La stratégie Cebrowski**

Le projet poursuivi par le Pentagone, depuis dix-sept ans, au « Moyen-Orient élargi » ne verra pas le jour. Conçu par l'amiral Arthur Cebrowski, il visait à détruire toutes les structures étatiques de cette région, à l'exception de celles d'Israël, de la Jordanie et du Liban [7]. Ce plan, qui a débuté de l'Afghanistan à la Libye et fonctionne encore, prend fin sur le sol

syrien.

Il n'est plus question que les armées US se battent, aux frais du contribuable, pour les seuls intérêts des financiers globaux, fussent-ils états-uniens.

### **3— La suprématie militaire états-unienne**

L'ordre du monde post-soviétique fondé sur la supériorité militaire états-unienne est mort. Que cela soit difficile à admettre ne change rien au fait. La Fédération de Russie est désormais plus puissante aussi bien en termes conventionnels (depuis 2015) que nucléaires (depuis 2018 [8]). Le fait que les armées russes soient un tiers moins nombreuses que celles des États-unis et ne disposent que de rares troupes à l'étranger écarte l'hypothèse d'un impérialisme de Moscou.

## **Vainqueurs et vaincus**

La guerre contre la Syrie va se terminer dans les mois à venir faute de mercenaires. La livraison d'armes par certains États coordonnés par le fonds

KKR peut faire durer le crime, mais n'offre pas d'espoir de changer le cours des événements.

Sans aucun doute, les vainqueurs de cette guerre sont la Syrie, la Russie et l'Iran, tandis que les vaincus sont les 114 États qui ont adhéré aux « Amis de la Syrie ». Certains n'ont pas attendu la défaite pour corriger leur politique étrangère. Ainsi, les Émirats arabes unis viennent d'annoncer la prochaine réouverture de leur ambassade à Damas.

Le cas des États-Unis est toutefois plus complexe. Les administrations Bush Jr. et Obama portent l'entière responsabilité de cette guerre. Ce sont elles qui l'ont planifiée et réalisée dans le cadre d'un monde unipolaire. Au contraire le candidat Donald Trump a accusé ces administrations de ne pas défendre les citoyens états-uniens, mais de servir la finance transnationale. Devenu président, M. Trump n'a eu de cesse de couper le soutien de son pays aux jihadistes et de retirer ses hommes du Moyen-Orient élargi. Il doit donc également être considéré comme un des vainqueurs de cette guerre et pourra logiquement défaire l'obligation de son pays de payer des dommages de guerre sur les sociétés transnationales impliquées [9]. Pour lui, il appartient désormais de réorienter les forces armées vers la défense

du territoire, de mettre fin à l'ensemble du système impérial et de développer l'économie US.

## L'Afghanistan

Depuis plusieurs mois, les États-Unis négocient discrètement avec les Talibans les conditions de leur retrait d'Afghanistan. Un premier round de contact autour de l'ambassadeur Zalmay Khalilzad s'est tenu au Qatar. Un second round vient de débiter aux Émirats arabes unis. Outre les deux délégations US et talibane, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et le Pakistan y participent. Une délégation du gouvernement afghan est arrivée sur place dans l'espoir de s'y joindre.

Cela fait dix-sept ans que les États-Unis et le Royaume-Uni ont envahi l'Afghanistan, officiellement en rétorsion pour les attentats du 11-Septembre. Cependant cette guerre fait suite aux négociations de 2001 à Berlin et à Genève. Elle ne vise pas à stabiliser ce pays pour l'exploiter économiquement, mais à y détruire toute forme d'État pour en contrôler

l'exploitation. Ce qui est fait puisque chaque jour la situation y est pire que le précédent.

Rappelons que les malheurs de l'Afghanistan ont débuté lors de la présidence Carter. Le conseiller de Sécurité nationale, Zbigniew Brzezinski, fit appel aux Frères musulmans et à Israël pour lancer une campagne de terrorisme contre le gouvernement communiste [10]. Affolé, celui-ci fit appel aux Soviétiques pour maintenir l'ordre. Il s'en suivit une guerre de quatorze ans suivie d'une guerre civile, puis de l'invasion anglo-US.

Après quarante ans de destructions ininterrompues, le président Trump pose que la présence militaire US n'est pas la solution pour l'Afghanistan, c'est le problème.



**Le général James Mattis s'est engagé à dissocier les Forces armées US des jihadistes, pas à disloquer l'alliance autour des États-Unis.**

## La place des États-Unis aujourd'hui dans le monde

En retirant la moitié des troupes US légalement stationnées en Afghanistan et la totalité de celles occupant illégalement la Syrie, le président Trump réalise un de ses engagements électoraux. Il lui faudra encore retirer les

7 000 hommes restant sur place.

C'est dans ce contexte que le général Mattis a posé une question de fond dans sa lettre de démission [11]. Il écrit :

« Une de mes convictions fondamentales a toujours été que notre force en tant que nation est inextricablement liée à la force de notre système unique et complet d'alliances et de partenariats. Bien que les États-Unis demeurent la *nation indispensable* dans le monde libre, nous ne pouvons pas protéger nos intérêts ni jouer efficacement ce rôle sans maintenir de solides alliances et faire preuve de respect envers ces alliés. Comme vous, je dis depuis le début que les forces armées des États-Unis ne devraient pas être le *gendarme du monde*. Au lieu de cela, nous devons utiliser tous les outils du pouvoir américain pour assurer la défense commune, notamment en assurant un leadership efficace à nos alliances. 29 démocraties ont démontré cette force dans leur engagement à se battre à nos côtés après l'attaque du 11-Septembre contre l'Amérique. La coalition contre Daesh de 74 nations en est une autre preuve » [12].

En d'autres termes, James Mattis ne conteste pas le bien-fondé du retrait des troupes US d'Afghanistan et de Syrie, mais ce qui va probablement

suivre : la dislocation des alliances autour des États-Unis, et en définitive le possible démantèlement de l'Otan. Pour le secrétaire à la Défense, les États-Unis doivent rassurer leurs alliés en leur donnant l'impression qu'ils savent ce qu'ils font et sont les plus forts. Peu importe que cela soit vrai ou pas, il s'agit de maintenir coûte que coûte la cohésion entre les alliés. Tandis que pour le président, il y a péril en la demeure. Les États-Unis ont déjà perdu leur première place économique au profit de la Chine et désormais leur première place militaire derrière la Russie. Il faut cesser d'être le borgne guidant les aveugles et s'occuper d'abord des siens.

Dans cette affaire, tous deux ont raison. James Mattis agit en militaire. Il sait qu'une nation sans alliés est perdue d'avance. Tandis que Donald Trump pense en chef d'entreprise. Il doit épurer les filiales déficitaires qui menacent de couler son entreprise.

*Thierry Meyssan*

---

[1] *Cobra II : The Inside Story of the Invasion and Occupation of Iraq*, Michael Gordon & Bernard Trainor, Atlantic Book, 2006.

[2] *ISIS is US : The Shocking Truth Behind the Army of Terror*, George Washington's Blog, Wayne Madsen, Webster Griffin Tarpley, Syrian Girl Partisan, Progressive Press, 2016.

[3] « [Relations internationales : le calme avant quelle tempête ?](#) », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 9

octobre 2018.

[4] « [Pourquoi les États-Unis déguerpissent soudain de Syrie ?](#) », par Valentin Vasilescu, Traduction Avic, *Réseau Voltaire*, 20 décembre 2018.

[5] « [Les projets de Kurdistan](#) », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 5 septembre 2016.

[6] « [Bernard Kouchner entre illégalement en Syrie](#) », *Réseau Voltaire*, 10 décembre 2018.

[7] *The Pentagon's New Map*, Thomas P. M. Barnett, Putnam Publishing Group, 2004. « [Le projet militaire des États-Unis pour le monde](#) », par Thierry Meyssan, *Haiti Liberté* (Haïti), *Réseau Voltaire*, 22 août 2017.

[8] "[Vladimir Putin Address to the Russian Federal Assembly](#)", by Vladimir Putin, *Voltaire Network*, 1 March 2018. « [Le nouvel arsenal nucléaire russe rétablit la bipolarité du monde](#) », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 6 mars 2018. « [Les moyens russes de Défense hypersonique](#) », par Valentin Vasilescu, Traduction Avic, *Réseau Voltaire*, 28 mai 2016.

[9] « [Saisir des transnationales pour reconstruire la Syrie ?](#) », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 14 août 2018.

[10] « [Brzezinski : "Oui, la CIA est entrée en Afghanistan avant les Russes ..."](#) », par Zbigniew Brzeziński, *Le Nouvel Observateur* (France), *Réseau Voltaire*, 15 janvier 1998. *Charlie Wilson's War : The Extraordinary Story of the Largest Covert Operation in History*, George Crile III, Atlantic Monthly Press, 2003.

[11] "[Resignation letter from James Mattis](#)", by James Mattis, *Voltaire Network*, 20 December 2018.

[12] "One core belief I have always held is that our strength as a nation is inextricably linked to the strength of our unique and comprehensive system of alliances and partnerships. While the US remains the indispensable nation in the free world, we cannot protect our interests or serve that role effectively without maintaining strong alliances and showing respect to those allies. Like you, I have said from the beginning that the armed forces of the United States should not be the policeman of the world. Instead, we must use all tools of American power to provide for the common defense, including providing effective leadership to our alliances. 29 democracies demonstrated that strength in their commitment to fighting alongside us following the 9-11 attack on America. The Defeat-ISIS coalition of 74 nations is further proof."

---

Source : « Les États-Unis refusent de se battre pour des financiers transnationaux », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 25 décembre 2018, [www.voltairenet.org/article204430.html](http://www.voltairenet.org/article204430.html)